



Goldbell Center
5, rue Eugène Ruppert
L-2453 Luxembourg-Gasperich
R.C. Luxembourg B 52 496

**ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES VÉHICULES
TERRESTRES AUTOMOTEURS
COURTE DURÉE – DE TROIS à TRENTE JOURS**

1 - BASES DU CONTRAT

Ce contrat est régi par les dispositions du Code des Assurances et du droit français auxquels nous nous référons pour les numéros d'articles. Les droits et obligations des parties contractantes sont déterminés par les présentes Conditions Générales de l'assurance et par la Note de Couverture.

2 - ÉTENDUE TERRITORIALE

Nous accordons notre garantie

2.1 Durée 3 jours

En France Métropolitaine uniquement.

2.2 Durée 8 jours

En France Métropolitaine, plus les pays suivants : Belgique, Luxembourg, Allemagne, Suisse, Italie, Espagne

2.3 Durée de 15 à 30 jours

En France Métropolitaine, Belgique, Luxembourg, Allemagne, Suisse, Italie, Espagne, ainsi que les pays agréés par ARISA figurant sur la note de couverture

La garantie Défense et Recours s'exerce uniquement en France Métropolitaine, dans les Principautés de Monaco et d'Andorre, et dans les pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Grèce, Irlande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse.

3 - OBJET ET ÉTENDUE DE L'ASSURANCE

La compagnie garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'Assuré peut encourir du fait d'un dommage causé à un tiers et résultant d'atteintes aux personnes ou aux biens (article L 211-1 du Code des assurances), lorsque le véhicule assuré, les accessoires et produits servant à son utilisation ou les objets et substances qu'il transporte ou qui en sont tombées, sont impliqués dans la survenance de ces dommages à la suite d'un sinistre, d'un incendie ou d'une explosion.

Lorsque l'assurance porte seulement sur une remorque, la Compagnie garantit uniquement les dommages causés par la remorque en état non-attelé.

L'assurance couvre la responsabilité civile des véhicules circulant sur la voie publique, les terrains ouverts au public et les terrains à accès réglementé. Sauf convention contraire, la garantie est aussi acquise sur les voies et terrains non énumérés ci-dessus.

Les montants de la garantie sont les suivants

GARANTIES	MONTANTS	FRANCHISE
RESPONSABILITÉ CIVILE -Dommages corporels -Dommages matériels et immatériels <ul style="list-style-type: none"> • Suite à incendie ou explosion • Autres dommages 	- somme minimum du pays du lieu du sinistre - 500.000 EUR par sinistre - 500.000 EUR par sinistre	750 Euro si au moment du sinistre, le conducteur est différent de celui qui a été désigné
DÉFENSE ET RECOURS	2.500 EUR	400 Euro (atteinte)

4- DURÉE DU CONTRAT

La durée maximale du contrat de 3 jours est fixée dans la Note de Couverture à partir des dates et heures de début (xx heures et yy minutes) jusqu'aux dates et heures de fin (xx heures et yy minutes)

La durée maximale du contrat de 8 à 30 jours est fixée dans la Note de Couverture. Le contrat se termine à 24 h 00 le jour de fin de garantie.

5 - FORMATION DU CONTRAT

Le contrat produit ses effets par la signature des parties contractantes, après versement de la cotisation, frais et impôts légaux inclus.

Il commence à la date indiquée dans la Note de Couverture, et au plus tôt à l'heure et à la minute stipulées.

6 - DÉFINITIONS

6.1 ASSURÉ OU VOUS : Le signataire du contrat, le propriétaire et les passagers du véhicule assuré, dès qu'est engagée leur responsabilité civile.

6.2 ASSUREUR OU NOUS : La compagnie d'assurance auprès de laquelle le contrat est souscrit.

6.3 GARANTIE : Engagement pris par l'Assureur de supporter les conséquences pécuniaires d'un sinistre.

6.4 CONDUCTEUR : La personne nommée dans la Note de Couverture, et autorisée à conduire le véhicule.

6.5 DÉCHÉANCE : Perte par l'Assuré de son droit à garantie, suite à un sinistre, pour manquement à ses obligations contractuelles. Exemple: non déclaration, déclaration inexacte, sur les causes et circonstances d'un sinistre.

6.6 DOMMAGES :

- Corporels : atteinte physique subie par une personne.
- Matériels : détérioration ou disparition d'une chose.
- Immatériels : préjudice pécuniaire résultant de la privation d'un droit ou d'une faculté ou l'interruption d'un service rendu, entraîné directement par la survenance d'un dommage corporel ou matériel garanti.

6.7 EXCLUSION : Ensemble des dommages, des circonstances ou des activités dont le contrat a explicitement prévu qu'ils ne sont pas un événement garanti si celui-ci se réalise dans les conditions prévues par le contrat. L'exclusion n'est pas une sanction: c'est une disposition normale du contrat.

6.8 INDEMNITÉ : Somme versée par l'Assureur en application des dispositions du contrat.

6.9 NULLITÉ : Disposition de la loi (article L113-8 du Code des Assurances) destinée à sanctionner la déclaration fautive ou incomplète par mauvaise foi et de nature à tromper l'Assureur dans son appréciation du risque. Le contrat est censé ne jamais avoir existé et les primes restent acquises à l'assureur.

6.10 PERSONNE LÉSÉE : Personne qui a subi un dommage donnant lieu au bénéfice de la garantie du contrat ainsi que ses ayants-droit.

6.11 PRENEUR D'ASSURANCE : La personne physique ou morale désignée sous ce nom aux Conditions Particulières, qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage à en payer les primes.

6.12 SINISTRE : Événement imprévisible, insurmontable, et involontaire, susceptible de faire jouer la garantie du contrat.

6.13 SUBROGATION : Situation juridique par laquelle une personne se voit transférer les droits d'une autre personne.

6.14 TIERS : Toute personne susceptible d'être indemnisée au titre de la garantie "Responsabilité Civile":

- la victime, c'est-à-dire la personne physique ou morale qui a subi directement le dommage, matériel, corporel ou immatériel.
- les ayants-droit, c'est-à-dire les personnes qui, en cas de décès de la victime, ont droit à obtenir réparation du préjudice subi du fait de décès: par exemple, le conjoint, les enfants.
- les "tiers subrogés", c'est-à-dire les personnes ou organismes qui ont droit à obtenir le remboursement des sommes versées à la suite de l'accident soit à la victime, soit à ses ayants-droit: par exemple, une caisse de Sécurité Sociale.

6.15 VÉHICULE ASSURÉ :

- Le véhicule terrestre à moteur désigné dans la Note de Couverture et immatriculé en France Métropolitaine,

7 - PERSONNES EXCLUES

Sont exclus du bénéfice de la garantie

7.1 Les dommages subis par le conducteur ou un assuré dont la responsabilité est engagée dans la réparation du dommage.

7.2 Les dommages subis par les auteurs, coauteurs ou complices d'un vol.

7.3 Les personnes ayant de leur plein gré pris place dans le véhicule ayant occasionné le dommage, lorsque la Compagnie peut prouver qu'elles savaient que le véhicule était volé.

8 - EXCLUSIONS

Nous ne garantissons jamais :

8.1. Les dommages à des tiers ou à vous-même lorsque ceux-ci sont causés intentionnellement par l'assuré.

8.2. Les dommages atteignant le véhicule assuré, ses accessoires et ses remorques.

8.3. Les dommages subis par vos préposés pendant leur service (ils relèvent de la législation sur les accidents du travail).

8.4 Les dommages subis par les personnes transportées à titre onéreux. Est considéré comme transport rémunéré de personnes le transport de personnes effectué contre une rémunération dépassant d'une façon appréciable les frais se rapportant à la mise en circulation et à l'utilisation du véhicule.

8.5 Le conjoint des personnes visées au § 7 ci dessus.

8.6 Les dommages atteignant les biens, objets, animaux ou immeubles loués ou confiés au conducteur dans ou sur le véhicule.

8.7 Les dommages causés aux marchandises et objets transportés.

8.8 Les amendes, contraventions ou toute autre sanction pénale.

8.9 Les dommages causés, lorsque le véhicule a été donné en location.

8.10 Les dommages causés, dans l'exercice de leurs fonctions, par les professionnels de la réparation, de la vente et du contrôle automobile, ou par leurs préposés.

8.11 Les dommages provoqués ou aggravés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome.

8.12 Les dommages provoqués ou aggravés par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif, ou toute autre source de rayonnements ionisants, engageant la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.

8.13 Les dommages provoqués ou aggravés par le transport dans le véhicule assuré de sources de rayonnements ionisants destinés à être utilisés hors d'une installation nucléaire.

8.14 Les dommages occasionnés par la guerre étrangère ou des faits de même nature, et par la guerre civile.

8.15 Les dommages causés lorsque le véhicule assuré a fait l'objet d'une mesure de réquisition civile ou militaire, en propriété ou location, dès la prise en charge effective par l'autorité qui a pris la mesure de réquisition.

8.16 Les dommages résultant de raz de marée, éruptions volcaniques, tremblements de terre et autres cataclysmes sauf mise en application de la loi relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles.

8.17 Les dommages survenant lorsque le conducteur n'a pas l'âge requis ou n'est pas titulaire du Permis de Conduire ou des certificats en état de validité qu'exige la réglementation en vigueur sauf:

- en cas de vol, violence ou utilisation du véhicule à votre insu.
- lorsque le permis que vous avez déclaré n'est plus valable en raison d'un changement de lieu ou de la durée de résidence de son titulaire.

8.18 Les dommages survenant au cours d'épreuves, courses ou compétitions (ou leurs essais), soumises par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics, lorsque vous y participez en qualité de concurrent, d'organisateur ou de préposé, ainsi que lors des compétitions ou rencontres amicales sur circuit privé.

8.19 Les dommages provoqués ou aggravés par le transport dans le véhicule assuré de matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes. Toutefois, la présence d'une quantité de 125 kg ou 150 litres d'huile, d'essences minérales ou de produits similaires est tolérée (y compris les carburants liquides ou gazeux nécessaires au moteur).

8.20 Les dommages causés et subis par le véhicule fonctionnant à poste fixe, comme outil ou engin de chantier.

8.21 Les dommages survenus hors de France Métropolitaine et dans un pays ne figurant pas sur la note de couverture.

8.22 Les articles 8.12, 8.13, 8.16 ne sont pas opposables aux victimes.

Toutefois L'ASSUREUR exercera une action en remboursement à l'encontre de l'assuré de toutes les sommes payées pour le compte de ce dernier.

9 – CAS DES PERSONNES EN SURNOMBRE ET DES PLACES „NON-INSCRITES“

9.1 Transport de personnes en surnombre

C'est-à-dire le transport de personnes à l'intérieur d'un véhicule destiné au transport de personnes ou dans la cabine d'un véhicule destiné au transport de choses :

Il y a non-assurance à l'égard des personnes transportées dans la mesure où le nombre de personnes transportées excède le nombre de places assurées. **Dans ce cas, la compagnie n'est tenue au paiement des indemnités et frais y afférents que proportionnellement au rapport existant entre le nombre de places assurées et le nombre de personnes transportées. Au regard du surnombre et de la non-assurance proportionnelle, les places arrières doivent être considérées séparément.**

9.2 Cas du transport de personnes sur des places „non-inscrites“ :

En cas de transport de personnes

- sur les parties intérieures et extérieures d'un véhicule destiné au transport de personnes ou de choses,
- sur un motocycle, un tracteur, une machine
- dans la caisse d'un véhicule destiné au transport de choses

Il y a non-assurance à l'égard de toute personne n'occupant pas une place inscrite sur la carte d'immatriculation.

10 - DÉFENSE ET RECOURS

10.1. Garantie défense

Nous garantissons d'engager votre défense (ainsi qu'elle est définie à l'article L. 127-6 du Code des assurances), à l'amiable ou devant les tribunaux, à la suite d'un sinistre susceptible de mettre en jeu la garantie responsabilité civile.

Nous ne couvrons pas:

- La défense du conducteur devant les juridictions pénales en cas de conduite avec un taux d'alcoolémie supérieur au taux prévu aux articles L1 et R 233-5 du code de la Route, ou sous l'emprise de stupéfiants non prescrits médicalement.
- La défense du conducteur refusant de se soumettre aux contrôles liés aux cas ci-dessus.
- Le paiement des honoraires d'avocat et de frais dans le cadre d'une procédure engagée par l'assuré à notre encontre.

- **Les litiges non directement liés à un accident de la circulation ou relevant des exclusions définies comme jamais garanties.**

10.2 Garantie recours

Nous garantissons votre représentation (ainsi que définie à l'article L - 127 - 6 du Code des assurances), à l'amiable ou devant les tribunaux, à la suite d'un sinistre dans lequel le responsable est identifié et le véhicule assuré est impliqué afin d'obtenir :

- Le remboursement des dommages subis par le véhicule assuré,
- La réparation des dommages corporels subis par le conducteur assuré.
- La réparation du préjudice causé à ses ayants-droit en cas de décès de l'Assuré.

Nous ne couvrons pas :

- **Les recours exercés entre personnes ayant la qualité de co-Assurés.**
- **Le paiement des honoraires d'avocat et de frais dans le cadre d'une procédure engagée par l'assuré à notre rencontre.**
- **Les litiges non directement liés à un accident de la circulation ou relevant des exclusions définies comme jamais garanties.**

10.3 Montant de la garantie

Nous prenons en charge dans la limite de 2.500 Euros par sinistre, les frais et honoraires d'avocat, d'expertise et de procédure exposés par l'assuré dans les circonstances définies ci-dessus.

10.4 Conditions de mise en oeuvre de la garantie :

Pour toute réclamation inférieure à 1.000 Euros, nous exerçons seulement une intervention amiable à l'exclusion de toute autre voie.

Les recours susceptibles d'être exercés pour le compte de l'Assuré ne sont pas pris en charge lorsque l'indemnité à obtenir pour chacun des Assurés ou le désaccord sur son montant, est inférieure à 400 EUR par sinistre.

Si nous désignons votre défenseur, nous prenons directement en charge ses honoraires.

En cas de procédure judiciaire ou administrative nécessitant l'intervention d'un avocat ou de toute autre personne ayant les qualifications admises par la Loi française applicable pour défendre, représenter ou servir les intérêts de l'Assuré, ce dernier a un libre choix de désignation, les honoraires étant réglés directement par nous. Ce libre choix s'exerce également chaque fois que survient un conflit d'intérêt entre l'Assuré et l'Assureur. Si vous choisissez vous-même votre défenseur, nous rembourserions les honoraires dans la limite des sommes que nous aurions engagées avec notre propre défenseur, et dans la limite de 2.500 Euros par sinistre.

En cas de désaccord entre vous et nous au sujet de mesures à prendre pour régler un différend, cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'un conciliateur désigné d'un commun accord par les parties ou, à défaut, par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés. Les frais exposés pour la mise en oeuvre de cette faculté viennent en déduction du montant de garantie.

11 - OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE (déclarations et formalités)

11.1 Déclaration

- En cas de sinistre occasionné en France, vous devez déclarer le sinistre, responsable ou non responsable directement à l'adresse suivante:

AUTOFIRST
B.P. 150 62327 BOULOGNE SUR MER CEDEX
Téléphone : 03 21 32 80 00 - Télécopie : 03 21 10 24 85
Mél : contact@autofirst.fr

Afin d'expertiser le véhicule du tiers ainsi que le vôtre.

- **En cas de sinistre occasionné dans un autre pays de la garantie, vous devez déclarer le sinistre, responsable ou non responsable, aux bureaux dont les adresses sont indiquées au verso de votre note de couverture, afin d'expertiser le véhicule du tiers ainsi que le vôtre.**

11.2 Délai de déclaration

Vous devez déclarer le sinistre, responsable ou non responsable, dès que vous en avez connaissance et **au plus tard dans les 8 (huit) jours ouvrés.**

11.3 Formalités après sinistre

Outre la déclaration du sinistre, vous devez **dans tous les cas:**

- Adresser un constat amiable ou une simple déclaration si aucun tiers n'est impliqué, et ce dans les délais ci-dessus. Si certains renseignements ne peuvent être connus immédiatement, les adresser plus tard dans les délais les plus brefs.

A défaut de constat amiable, vous devez nous indiquer notamment les informations suivantes, si celles-ci sont en votre possession:

- lieu, heure et date du sinistre,
 - circonstances et causes, connues ou présumées,
 - nature des dommages,
 - nom, adresse et date de naissance du conducteur,
 - caractéristiques de son Permis de Conduire,
 - nom et adresse du propriétaire du (ou des) véhicule(s) impliqué(s), ainsi que les nom et adresse de son assureur,
 - nom et adresse des victimes et témoins éventuels.
- Préciser si les agents de l'Autorité de Police ou de Gendarmerie ont établi un procès-verbal ou un rapport.
 - Transmettre dès réception tout avis, lettre, convocation, assignation, acte extra-judiciaire ou pièce de procédure, qui vous serait remis, adressé ou signifié, concernant un sinistre mettant en jeu la garantie du contrat.
 - Fournir à notre demande, tous documents, factures et justificatifs nécessaires, dans les meilleurs délais.
 - Si le tiers a pris la fuite vous devez nous fournir un dépôt de plainte.

Ces documents sont à adresser soit au même cabinet, soit à toute autre représentant désigné.

11.4 Sanctions au titre des déclarations et formalités après sinistre et autres formalités ou obligations

En cas de non expertise des véhicules, vous vous exposez à une non garantie, et aucune indemnité ne pourra être versée aux tiers.

En cas de non-respect des délais de déclaration de sinistre, nous nous réservons la faculté d'invoquer une déchéance si nous pouvons prouver que le retard apporté à cette déclaration nous a causé un préjudice.

Si une subrogation ne peut pas s'opérer en faveur de l'Assureur, du fait du Preneur d'assurance, la garantie cesse d'être engagée dans la mesure même où aurait pu s'exercer la subrogation.

En cas de réticence ou de fausses déclarations sur la nature, les causes, les circonstances et les conséquences d'un sinistre, vous serez déchu totalement de tout droit à la garantie pour ce sinistre.

12 - NOS OBLIGATIONS

Le montant de la garantie et de la franchise éventuelle par sinistre est fixé à l'article 3 ci-dessus. L'indemnité au titre de la Responsabilité Civile sera déterminée faite comme suit :

12.1 Frais de procédure

Les frais de procédure, de quittance et autres frais de règlement ne viennent pas en déduction du montant de la garantie. Toutefois, en cas de condamnation supérieure à ce montant, notre participation à ces frais interviendra en quote-part dans la proportion existant entre le montant de notre garantie et celui de la condamnation.

12.2 Sauvegarde des droits des victimes

La non-assurance est toujours inopposable aux personnes transportées, aux tiers et à leurs ayants-droit, notamment :

- les franchises lorsqu'il en est prévu,
- les déchéances, sauf certaines exclusions de garantie, ainsi que la suspension de la garantie pour non-paiement de prime,

Dans ce cas, et dans la limite de la garantie, nous procédons au paiement de l'indemnité pour le compte du responsable. Nous nous réservons la faculté d'exercer ensuite tout recours contre l'assuré à concurrence des sommes versées.

- pour la part de l'indemnité tombant sous la non-assurance
- pour l'intégralité des sommes payées à condition de justifier d'une relation causale entre le fait incriminé et la genèse de l'accident.

13 – VOS OBLIGATIONS DE DÉCLARATION ET LEURS CONSÉQUENCES

13.1. A la souscription

La note de couverture est établie d'après vos réponses et informations, qui doivent être exactes, aux questions posées. La prime et l'acceptation du contrat par la Compagnie sont déterminées en conséquence.

Vous déclarez les informations suivantes :

ASSURÉ

- Nom**
- Prénom**
- Adresse**
- Date de naissance**
- Numéro du permis de conduire**
- Date d'obtention du permis de conduire**
- Lieu de délivrance du permis de conduire et indication du pays**

VÉHICULE ASSURÉ

- Immatriculation**
- Marque**
- Genre**
- Type**
- Numéro de châssis**
- Puissance en Cv fiscaux**
- Date de première mise en circulation**

DÉCLARATIONS

- **Votre véhicule est un véhicule terrestre à moteur à 4 roues inférieur à 3.5 tonnes,**
- **Votre véhicule est immatriculé en France métropolitaine, mais pas dans le département des Bouches-du Rhône,**
- **Vous êtes âgé de plus de 23 ans et de moins de 70 ans,**
- **Vous êtes titulaire d'un permis de conduire depuis plus de 2 ans.**
- **L'usage de votre véhicule est limité aux déplacements privés et trajets professionnels normaux,**
- **Votre véhicule n'est pas utilisé comme taxi, ambulance, auto-école, transport public de marchandises ou de personnes, VRP,**
- **Votre véhicule n'a pas une valeur catalogue TTC supérieure à 45.000 Euros,**
- **Votre véhicule n'est pas un véhicule de société utilisé par une société (sauf si vous êtes négociant en véhicules, transitaire, importateur - exportateur de véhicules), un véhicule de location, un véhicule de garage, ni un véhicule de collectivité territoriale)**

13.2. Sanctions

En cas d'omission ou de déclaration inexacte, vous encourez les sanctions prévues aux articles L 113-8 (nullité du contrat) et L 113-9 du Code des assurances (indemnité réduite dans le rapport existant entre la prime payée et celle normalement due).

Article L 113-8: " ...le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre. Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts. "

Article L 113-9: " L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance. Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix jours après la notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime pour le temps où l'assurance ne court plus. Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés. "

14 - PRESCRIPTION

Toute action concernant votre contrat et diligentée à notre initiative ou à la vôtre (par exemple pour le règlement d'une indemnité) ne peut s'exercer que pendant un délai de deux ans à compter de l'événement qui est à l'origine de cette action, dans les conditions des articles L. 114-1 et L. 114-2 du Code des assurances.

La prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, ainsi que par la désignation d'un expert après sinistre, l'envoi d'une Lettre Recommandée avec Accusé de Réception ou une citation en justice.

15 – LOI INFORMATIQUE ET LIBERTÉ (Loi du 6/01/1978)

Le Souscripteur dispose d'un droit d'accès et de rectification pour toute information le concernant, qui figurerait dans tout fichier à usage de la Compagnie (art. 34 de la loi "Informatique et Liberté" du 6 janvier 1978).

16 – RÉCLAMATIONS

Si vous rencontrez des difficultés dans l'application du présent contrat, nous vous invitons à contacter la Direction de la Compagnie par courrier.